

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 VERSAILLES

VERSAILLES, le 23/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAFETY KLEEN FRANCE

Rue des Osiers
78310 COIGNIERES

Code AIOT : 0006506764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2022 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté 20 Rue des Osiers ZA du Marais 78310 COIGNIERES. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- 20 Rue des Osiers ZA du Marais 78310 COIGNIERES
- Code AIOT : 0006506764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société réalise une activité de prestation de services auprès d'industriels. Cette dernière consiste en la mise à disposition de produits de dégraissage (lessiviel de dégraissage, solvant, diluant, fontaine de dégraissage). SafetyKleen assure la fourniture de produits neufs ainsi que la reprise et l'évacuation des produits usagés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de l'inspection précédente (12/09/2019);
- mesures mises en place dans le cadre du BREF WT;
- conditions de surveillance;
- risques accidentels et chroniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.V.3.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Organisation	Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.V.7.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Entretien du réseau piézométrique	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/10/2015, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/10/2015, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	BREF WT	Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/2018, article MTD 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
6	BREF WT	Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/2018, article MTD 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	BREF WT	Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/2018, article MTD 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.1.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.1.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Bilan quadriennal	AP Complémentaire du 08/10/2015, article 5.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.1.7.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection a constaté le non-respect de plusieurs dispositions réglementaires. Parmi les prescriptions contrôlées, quatre ont amené l'équipe d'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant, à savoir :

- la mise en place d'une formation du personnel aux situations d'urgences identifiées pour le site;
- le respect des Meilleures techniques disponibles (MTD) 14 et 19 du BREF WT (document de référence pour les activités de traitement de déchets);
- la qualité des eaux pluviales rejetées dans le réseau communal.

Associé à cette proposition de mise en demeure plusieurs points ont été identifiés comme des non-conformités faisant l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

Plus généralement, l'équipe d'inspection a constaté un manque de communication entre les services HSE du groupe SafetyKleen et le site de SafetyKleen de Coignières. Ce manque de communication nuit au bon suivi des enjeux environnementaux identifiés sur le site de Coignières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.V.3.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications semestrielles. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.
Constats : Lors de la visite du site, l'équipe d'inspection constate que la vérification des systèmes de détection incendie et d'alarme du local de stockage de produit diluant semble avoir été faite au cours du mois de décembre 2022 sans que l'exploitant soit en mesure de présenter les documents justificatifs.
Non-conformité 20221216-NC-1 : L'exploitant n'est pas en mesure de prouver la bonne réalisation des vérifications périodiques des systèmes de détection incendie et d'alarme du local de stockage de produits diluants. L'exploitant fournira le rapport de contrôle justifiant du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité susvisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.V.7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Cette équipe d'intervention devra s'entraîner à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois.
Constats : L'équipe d'inspection constate que les différentes procédures d'urgence ne sont toujours pas affichées à la date du 16 décembre 2022. Par courriel du 21 décembre 2022 l'exploitant informe l'équipe d'inspection de l'affichage des procédures d'urgences. Cet affichage est effectué sur les murs du couloir situé derrière le bureau du chef de centre. L'exploitant communique à l'équipe d'inspection la feuille d'émargement concernant la "sensibilisation au risque incendie et utilisation d'extincteurs sur unité mobile" en date du 25 février 2015. Aucune autre formation de ce type ne semble avoir été dispensée depuis 2015. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les membres de l'équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. L'exploitant indique qu'hormis des exercices incendies (évacuation et mise en sécurité du personnel) aucun autre exercice en situation d'urgence n'est réalisé. Les situations d'urgences identifiées par l'exploitant sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- déversement de produits chimiques;- déversement de produits chimiques dans les canalisations,- fuite de gaz en extérieur et dans les bâtiments;- rupture de canalisation de fluide;- incendie;- explosion. Non-conformité 20221216-NC-2 : Le programme de formation du personnel en vue d'acquérir les réflexes adéquats face aux différentes situations d'urgences identifiées n'a pas été établi. L'exploitant corrigera ce manquement. Non-conformité 20221216-NC-3: L'exploitant n'a pas constitué d'équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention en s'entraînant à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois conformément à l'article 3.V.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001. L'exploitant prendra les mesures lui permettant de retrouver une situation conforme aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Entretien du réseau piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2015, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines. Les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation divers...) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : A la suite de la réception de la lettre d'annonce de l'inspection communiquée à l'exploitant par e-mail le 28/11/2022, celui-ci a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines synthétisant les résultats de la campagne d'analyses de juin 2022.</p> <p>Les rapports de suivi de 2019 et 2022 indiquent que le piézomètre Pz11 présente une très mauvaise réalimentation générale et qu'il était sec, rendant impossible le prélèvement d'eaux souterraines. Les niveaux piézométriques de l'ensemble des ouvrages sont en baisse en 2019 par rapport à la précédente campagne et en 2022 par rapport à la précédente campagne, ce qui implique potentiellement des lacunes dans l'entretien et la maintenance du réseau piézométrique du site. L'exploitant a indiqué, au cours de l'inspection, qu'une intervention sur le piézomètre Pz11 est prévue, sans en préciser la date. Il n'a pas précisé si une intervention était prévue sur l'ensemble du réseau piézométrique.</p> <p>L'équipe d'inspection a relevé, au cours de la visite d'inspection, qu'aucune investigation complémentaire n'était prévue concernant les anomalies organoleptiques relevées.</p> <p>Non-conformité 20221216-NC-4 : L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions pour entretenir les moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines. L'exploitant procédera à la remise en état du réseau piézométrique du site en appliquant les recommandations formulées dans le rapport d'analyse du 10 novembre 2022 de référence RM220322A-R01, en particulier en ce qui concerne la remise en état du réseau piézométrique et notamment pour l'ouvrage P11.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance périodique des eaux souterraines. Les prélèvements et analyses sont réalisés sur les substances listées ci-dessous, et à une fréquence semestrielle (hautes et basses eaux). La surveillance est effectuée sur les points de prélèvements (piézomètres) suivants : P10, P11, P12, P15, P17, P18 et P14ter. Les analyses portent sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - composés organo-aromatiques volatils (BTEX), - hydrocarbures C5 – C40, - niveaux piézométriques, - pH, température, conductivité <p>Les prélèvements et analyses seront réalisés selon les normes françaises ou européennes en vigueur. Les résultats des analyses et des mesures des niveaux piézométriques en cote NGF sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après leur réception avec systématiquement le plan d'implantation des piézomètres, les commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels.</p> <p>Les courbes d'évolution dans le temps des teneurs des différentes substances sont également jointes au rapport transmis.</p> <p>Constats : A la suite de la réception de la lettre d'annonce de la visite d'inspection communiquée à l'exploitant par e-mail le 28/11/2022, celui-ci a transmis à l'Inspection des installations classées le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines synthétisant les résultats de la campagne d'analyses de juin 2022. L'équipe d'inspection constate que les résultats des analyses ne sont pas transmis régulièrement, le dernier rapport de suivi réceptionné datant d'octobre 2019.</p> <p>L'exploitant a indiqué, au cours de l'inspection, que ces analyses étaient bien réalisées à une fréquence semestrielle et qu'il transmettrait les différents rapports de suivi à l'Inspection des installations classées.</p> <p>L'Inspection des installations classées note, sur les rapports de suivi dont elle dispose, l'absence de mention des limites de quantification et incertitudes associées aux mesures.</p> <p>L'exploitant a indiqué, au cours de l'inspection, que ces éléments seraient intégrés aux prochains rapports de suivi.</p> <p>Par ailleurs, les analyses réalisées sur les eaux souterraines montrent une baisse globale des niveaux de pollution au fil des campagnes de surveillance pour les paramètres surveillés (BTEX, C5-C40). En 2022, les différents paramètres présentent des concentrations inférieures aux valeurs de référence, à l'exception du benzène sur le piézomètre P17 (valeur mesurée à 1,4 µg/L, valeur de référence à 1 µg/L, en baisse par rapport à la campagne d'octobre 2019: valeur mesurée à 5,9 µg/L).</p> <p>En revanche, le rapport de suivi de 2019 fait état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'odeurs d'hydrocarbures, d'une épaisseur de flottant de 0,5cm et d'un film non mesurable sur P11 ; - d'irisations et d'un film non mesurable sur l'ouvrage P12 accompagnées d'odeurs d'hydrocarbures et d'H₂S ; - de couleurs grisâtres avec odeur H₂S sur P10 ; - d'une couleur marron sur P14ter ; - d'une couleur orange avec odeur sur P17; - d'une couleur gris foncé/noir avec odeur sur P18. <p>Le rapport de suivi de 2022 fait état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une odeur indéterminée sur P10 ; - d'irisations sur P12 ;

<ul style="list-style-type: none"> - d'eaux couleur marron / gris trouble sur P17 ; - d'eaux couleur marron sur P18 ; - d'une présence faible de particules en suspension sur P14ter avec trouble ; - d'une présence en quantité moyenne de particules en suspension sur P17 ; - d'une présence en forte quantité de particules en suspension sur P18. <p>L'équipe d'inspection a relevé, au cours de la visite d'inspection, qu'aucune investigation complémentaire n'était prévue concernant les anomalies organoleptiques relevées.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant d'appliquer les conclusions présentes dans le rapport d'analyse du 10 novembre 2022 de référence : RM220322A-R01 à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poursuivre le suivi des niveaux piézométriques et de la présence de flottant, ainsi que le suivi des teneurs en sortie de décanteur ; - nettoyer régulièrement le décanteur, dont l'encrassement pourrait expliquer les dépassements réguliers en DCO et MES ; - poursuivre le suivi de la qualité des eaux souterraines dans les piézomètres. <p>Non-conformité 20221216–NC-5 : Excepté le rapport fourni en 2022 et celui d'octobre 2019, l'exploitant n'est pas en mesure de produire les rapports de surveillance des eaux souterraines depuis 2015. L'exploitant doit respecter la périodicité de transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines prescrite par arrêté préfectoral</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : BREF WT

Référence réglementaire : Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/2018, article MTD 1
Thème(s) : Autre, Performance environnementale globale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>I. engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; II. définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; III. planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ; IV. mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants</p> <p>Constats : L'exploitant communique la politique QSE du groupe Safetykleen à l'équipe d'inspection. Ce document témoigne de la mise en place d'un système de management environnementale (SME) au sein de la société. Le système de management environnemental n'est cependant pas effectif au 16 décembre 2022. Il est précisé par la responsable groupe QSE que la certification SME ne sera obtenue qu'au cours de l'année 2024 au plus tard. L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant qu'une politique QSE "groupe" doit être adaptée aux problématiques identifiées sur le site de Coignières.</p> <p>Non-Conformité 20221216-NC-6 : Le SME n'étant pas effectif, la MTD 1 du BREF WT n'est pas respectée. L'exploitant transmettra au pas du trimestre les éléments attestant de l'avancée de la mise en place du SME jusqu'à l'obtention de sa certification sous 12 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : BREF WT

Référence réglementaire : Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/2018, article MTD 14
Thème(s) : Autre, Emissions atmosphériques diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée de techniques.</p> <p>Constats : Dans son dossier de réexamen du 18 octobre 2019, et par échange de courriel avec l'Inspection des installations classées en date du 14 mars 2022, l'exploitant s'est engagé à mettre en fonctionnement un dispositif de captation des vapeurs de solvants (émissions atmosphériques diffuses).</p> <p>L'équipe d'inspection constate l'absence de dispositif de captation des vapeurs de solvants. L'exploitant précise que le choix du prestataire pour la pose de ce dispositif n'est, à ce jour, toujours pas arrêté.</p> <p>Non-conformité 20221216-NC-7 : Au regard du non-respect de la MTD 14 du BREF WT applicable à la société SafetyKleen depuis le 17 août 2022 l'exploitant mettra en place un dispositif opérationnel de captation des vapeurs de solvants. Ce dispositif devra être en capacité de capter et de traiter les émissions diffuses générées lors des vidanges des bidons.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : BREF WT

Référence réglementaire : Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/2018, article MTD 19
Thème(s) : Autre, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'effluents aqueux produite et d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets dans le sol et les eaux, la MTD consiste à appliquer une combinaison de techniques appropriées.</p> <p>Constats : L'équipe d'inspection constate l'absence de détecteur de niveau des cuves de solvants. L'exploitant informe l'équipe d'inspection de sa recherche actuelle de prestataire pouvant installer ce type de détecteur.</p> <p>Les installations soumises au BREF WT sont tenues de respecter les MTD, auxquelles elles sont assujetties, depuis le 17 août 2022.</p> <p>Non-conformité 20221216-NC-8 : Au regard du non-respect de la MTD 19 du BREF WT, l'exploitant équipera ses cuves de solvants de détecteurs de niveau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de l'établissement est équipé à la sortie du séparateur d'hydrocarbure d'un obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif, qui permet d'obtenir un volume potentiel de rétention de 9 m³, est maintenu et état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Constats : L'équipe d'inspection constate bien la présence d'un obturateur (vanne guillotine) en sortie du séparateur d'hydrocarbures. Cette dernière est uniquement actionnable localement. Aucun poste de commande n'est présent sur le site permettant d'actionner de façon automatique la vanne guillotine.</p> <p>Le système d'obturation n'est cependant pas signalé et aucune consigne concernant son entretien ou sa mise en fonctionnement n'est affichée sur le site ou présente au format numérique.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les conclusions des dernières formations de fermeture manuelle de la vanne guillotine.</p> <p>Non-Conformité 20221216-NC-9 : L'exploitant n'a pas défini et, par conséquent, pas affiché les consignes relatives à la mise en fonctionnement de l'obturateur. L'exploitant paliera ce manque.</p> <p>Non-conformité 20221216-NC-10 : L'exploitant n'a pas défini les consignes et les fréquences d'entretien du système d'obturation. Ces consignes devront être présentes sur site et consultables à tout moment par l'Inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions particulières de chacun des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau public d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentration ainsi que les modalités de surveillance de l'effluent ci-dessous définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST = 120 mg/l → Suivi ponctuel et mesure annuelle ; - DCO = 30 mg/l → ponctuel et annuelle ; - Hydrocarbures = 10 mg/l → ponctuel et annuelle
<p>Constats : L'équipe d'inspection demande le dernier rapport d'analyses d'eaux pluviales, en sortie de séparateur d'hydrocarbures, avant rejets dans le réseau public. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport d'analyse n°AR-21-IC-132212-01 en date du 25 novembre 2021 et informe l'équipe d'inspection qu'il reste dans l'attente du rapport d'analyse de 2022 réalisé au cours du mois de décembre 2022.</p> <p>A l'issue de l'inspection et par courriel, l'exploitant communique les rapports d'analyses d'eaux pluviales réalisés en octobre 2019 (référence R-19-10-002), le 8 janvier 2021 (référence n°AR-21-IC-001396-01).</p> <p>L'ensemble des rapports met en avant des dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) comme détaillés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport d'octobre 2019 : dépassement de la VLE en DCO. La concentration mesurée est de 270 mg/l ; • rapport du 8 janvier 2021 : dépassement de la VLE en DCO. La concentration mesurée est de 50 mg/l ; • rapport du 25 novembre 2021 : dépassement des VLE en DCO (3840 mg/l), pH (9,1) et hydrocarbures (48 mg/l). <p>Des dépassements récurrents de ces VLE, renseignées dans le rapport de « suivi après dépollution – prélèvement du décanteur et du réseau piézométrique ref: RM220322A-R01 » mené par la société DI environnement, sont observés par l'équipe d'inspection. En effet, il est observé entre le 18 octobre 2018 et le 6 juillet 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 dépassements en hydrocarbures avec une valeur maximale de 17 mg/l le 17 juillet 2020 et une moyenne de dépassement de 15 mg/l ; • 6 dépassements en DCO avec une valeur maximale de 590 mg/l le 6 juillet 2022 et une moyenne de dépassement de 262,66 mg/l ; • 5 dépassements en MES avec une valeur maximale de 11 000 mg/l le 6 juillet 2022 et une moyenne de dépassement de 3 202 mg/l. <p>L'exploitant n'est pas en capacité de fournir des éléments permettant de justifier ces dépassements. Aucune procédure permettant de vérifier que le curage du séparateur a bien été réalisé n'est mise en place. L'exploitant n'est pas en mesure de communiquer les derniers rapports d'intervention de curage du séparateur d'hydrocarbures à l'équipe d'inspection.</p> <p>L'équipe d'inspection constate également la présence de traces d'irisation dans l'eau en sortie du séparateur.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les résultats annuels d'analyses des eaux pluviales doivent être transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard un mois après réception conformément à l'article 3.1.6.4 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001.</p>

Non-conformité 20221216-NC-11 : Des dépassements sont constatés au travers des rapports d'analyse n°AR-21-IC-132212-01 en date du 25 novembre 2021, R-19-10-002 d'octobre 2019 et n°AR-21-IC-001396-01 du 8 janvier 2021 entre le 18/10/2018 et le 06/07/2022 sur les paramètres MES, DCO et Hydrocarbures. L'exploitant fournira des éléments permettant d'en expliquer la raison et proposera les actions correctives visant au strict respect des VLE fixées par l'article 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001. L'exploitant fera réaliser des analyses d'eaux pluviales à l'issue des actions correctives. Les résultats seront communiqués à l'Inspection des installations classées au plus tard dans les 15 jours suivants leur réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Bilan quadriennal

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2015, article 5
Thème(s) : Autre, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un bilan de la surveillance des eaux souterraines tous les quatre ans, visant à commenter les évolutions des teneurs en polluants observées, et faire éventuellement des propositions concernant les adaptations possibles de la surveillance. Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées dans les trois mois suivant son achèvement. La périodicité des campagnes de prélèvement et analyses des eaux souterraines peut être modifiée sous réserve de l'accord de monsieur le préfet, après avis de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées constate qu'aucun bilan quadriennal n'a été fourni par l'exploitant depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2015. L'exploitant a indiqué, au cours de la visite d'inspection, qu'il transmettrait le premier bilan quadriennal à l'Inspection des installations classées.</p> <p>Non-Conformité 20221216-NC-12 : L'exploitant n'est pas en mesure de produire de bilan quadriennal pour la période 2015-2019. L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées le premier bilan quadriennal au cours de l'année 2023. Il fournira également à l'équipe d'inspection, l'ensemble des futurs bilans quadriennaux dès leur réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2001, article 3.I.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages - Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.</p>
<p>Constats : L'équipe d'inspection constate la présence de contenants (fûts et conteneurs plastiques type GRV) stockés hors rétention. Ces derniers sont localisés à différents emplacements sur le site à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - devant la zone d'attente d'expédition (hors zone de rétention); - à proximité du bungalow de stockage de diluants; - à proximité du local de stockage de matériel. <p>La disposition de contenants comme constaté induit l'équipe d'inspection à prononcer une non-conformité au titre de l'article 3.I.7.1.1.</p>
<p>Non-Conformité 20221216 – NC – 13 : L'exploitant stocke ses contenants comprenant des substances chimiques susceptibles de générer des pollutions des eaux ou des sols (déchets ou non) hors rétentions adaptées conformément à l'article 3.I.7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001. L'exploitant fournira à l'équipe d'inspection les éléments justifiant de l'enlèvement de ces fûts et contenants ou de leur mise sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE 1



Figure 1: fûts et contenants plastiques hors rétention